



# **Suivi des impacts socio-économiques de la COVID-19 sur les ménages Djiboutiens**

**Résultats de la seconde vague d'enquête (20 Septembre - 18 Octobre 2020)**

**Décembre 2020**

L'équipe souhaiterait remercier les équipes de l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD) pour leur excellente collecte de données, le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) pour avoir partagé les données du registre social avec l'INSD et Filippo Gheri et Carlo Cafiero de la FAO pour leur soutien dans l'analyse des indicateurs de sécurité alimentaire.

Le rapport a été préparé par Vibhuti Mendiratta, Romeo Jacky Gansey et Anne Duplantier de la Banque Mondiale ; Sekou Tidani Konate et Omar Abdoukader de l'INSD.

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Pour suivre l'évolution rapide de la situation économique découlant de la COVID-19, l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD), avec l'assistance technique de la Banque Mondiale, a mené une deuxième vague d'enquête téléphonique COVID du 20 septembre au 18 octobre 2020. Comme la première vague conduite en juillet, cette vague a été réalisée à partir d'une base de sondage composée de ménages du registre social du Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité qui ont communiqué des numéros de téléphone. L'échantillon, composé de 1 460 entretiens complets, combinait un panel de ménages interrogés lors de la première vague, auquel un échantillon de remplacement a été ajouté pour compenser l'attrition. Le taux de réponse s'élève à 85 % au niveau national et les résultats sont représentatifs de la population urbaine du pays, à l'exception du quintile de richesse supérieur (les 20 % les plus riches).

Depuis la mi-mai, lorsque le confinement a pris fin, les activités économiques ont repris leur cours normal. Environ 77 % des soutiens de famille travaillaient la semaine précédant l'enquête, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport aux 59 % constatés lors de la première vague. Mais la capacité à travailler varie en fonction des caractéristiques socio-économiques. Environ 71 % des travailleurs du secteur informel travaillaient la semaine précédant l'enquête, contre 82 % et 86 % dans les secteurs privé formel et public, respectivement. Certaines différences apparaissent également selon le quintile de richesse, puisque 76 % des soutiens de famille du quintile inférieur ont travaillé la semaine précédant l'enquête contre 79 % du quatrième quintile (le cinquième quintile n'étant pas couvert par l'enquête).

Il semble que l'intensité des activités économiques revient à la normale. Au niveau national, la part des soutiens de famille qui travaillaient comme d'habitude s'élevait à 73 % lors de la deuxième vague, contre 54 % lors de la première vague. Dans le même temps, le pourcentage de soutiens de famille qui travaillaient moins que d'habitude est passé de 42 à 25 %. Entre les deux vagues, il ne semble pas y avoir de différences dans la capacité à travailler entre les pauvres et les non-pauvres.

La réduction de l'activité professionnelle est associée à une diminution des revenus du travail, et par rapport à la première vague, plus de travailleurs ont reçu un salaire partiel. En effet, parmi les soutiens de famille qui ont moins travaillé, 50 % ont reçu un salaire partiel et 5 % un salaire complet, tandis que 35 % n'ont reçu aucun salaire. Le pourcentage de soutiens de famille qui ne reçoivent aucun salaire a diminué de 9 points de pourcentage, mais la part de ceux qui reçoivent un salaire partiel a augmenté de 13 points de pourcentage. Il s'avère que les non-pauvres ont tendance à connaître une amélioration plus rapide que les pauvres.

En septembre/octobre, les biens de base étaient disponibles pour environ 90 % des ménages. Depuis juillet, l'accès aux biens de base s'est amélioré pour presque tous les biens de base, et la différence d'accès entre les non-pauvres et les pauvres qui avait été observée lors de la première vague a disparu. Néanmoins, la disponibilité des médicaments de base a diminué, ce qui peut être une source de préoccupation.

En cette période de pandémie de la COVID-19, les ménages sont confrontés à des défis importants concernant l'accès à la nourriture, un élément clé de l'insécurité alimentaire. L'enquête révèle que 40 % des ménages craignent de ne pas avoir assez de nourriture en raison d'un manque de ressources économiques. De nombreux ménages ont tendance à faire des compromis sur la qualité de la nourriture puisque 42 % d'entre eux ne peuvent pas manger leurs aliments préférés et mangent peu de nourriture. Certains ménages sont confrontés à des compromis sur la quantité de nourriture : environ 28 à 14 % réduisent la taille des repas ou sautent des repas. Cependant, très peu de ménages se sont endormis le ventre vide (6 %) ou ont passé une journée entière sans manger (4 %). Les pauvres ont tendance à connaître une plus grande insécurité alimentaire que les non-pauvres.

La protection sociale représente un soutien potentiellement important pour les ménages. Respectivement 4 et 11 % des ménages ont reçu des transferts en espèces et une aide alimentaire, ce qui représente une légère baisse par rapport aux 5 et 14 % enregistrés en juillet. La dépendance à l'égard de l'aide publique semble aller

au-delà des programmes d'assistance traditionnels puisque celle-ci contribue au revenu de nombreux ménages. Pour 44 % des ménages, une fraction ou la totalité des revenus des ménages provient de l'aide publique.

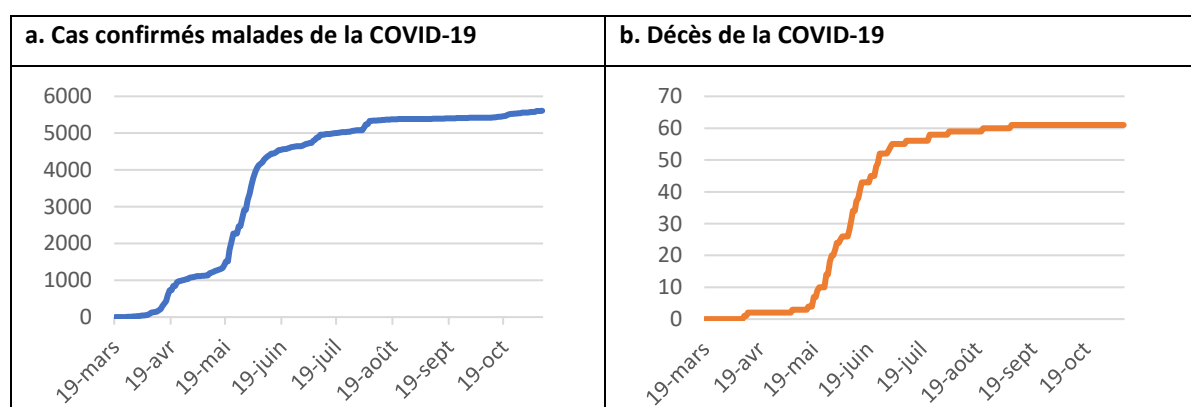
Malgré le contexte sanitaire et économique difficile, de nombreux ménages sont restés optimistes quant à l'avenir. Au niveau national (urbain), 55 % des ménages se disent optimistes concernant le futur, tandis que 10 % s'attendent à ce que leur avenir se détériore.

## INTRODUCTION



Le premier cas de COVID-19 à Djibouti a été confirmé le 18 mars 2020. L'infection a atteint un pic de transmission modérément élevé entre mai et juin, puis la vitesse de propagation de la maladie a ralenti. Au 10 novembre 2020, on comptait plus de 5 600 cas confirmés et 61 décès liés à la COVID-19.<sup>1</sup> Au moment où le monde se prépare à lutter contre une deuxième vague d'infection, les enjeux sont à nouveau importants pour Djibouti. Depuis juillet, les cas et les décès liés aux coronavirus se sont stabilisés, mais une légère augmentation a été constatée en octobre 2020.

**Graphique 1.1: Cas confirmés et décès de la COVID-19 à Djibouti**



Source : <https://ourworldindata.org/coronavirus>.

**Djibouti, comme la plupart des pays dans le monde, a initié plusieurs réponses politiques, y compris un confinement en mars 2020 qui a finalement été levé le 17 mai 2020.** La pandémie COVID-19 ainsi que le ralentissement économique pourraient avoir de graves conséquences sur le bien-être des ménages. La première vague de l'enquête qui visait à cerner ces impacts sur le bien-être des ménages a montré que la pandémie et le confinement qui en découlait ont eu des effets négatifs pour les ménages. Le confinement a non seulement limité la capacité à travailler, mais a également restreint l'accès des ménages aux biens et services de base. Même si le confinement a été levé, de nombreux pays continuent de connaître un ralentissement économique et une baisse de la demande.<sup>2</sup> L'enquête de la deuxième vague est censée avoir saisi ces effets.

## L'ENQUÊTE TÉLÉPHONIQUE



**Plusieurs mois après la fin du confinement, comprendre la façon dont les perturbations induites par la pandémie COVID-19 affectent encore les ménages reste un enjeu important.** Pour cela, une deuxième vague d'enquête téléphonique a été réalisée afin de suivre les impacts de la COVID-19 sur les ménages djiboutiens. Celle-ci a été mise en œuvre par le biais d'entretiens téléphoniques du 20 septembre au 18 octobre 2020 par l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD). Comme pour la première enquête en juillet, la deuxième vague a été réalisée à partir d'une base de sondage composée de ménages issus du registre social du Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités qui avaient communiqué des numéros de téléphone. L'échantillon de la deuxième vague a combiné un panel de ménages interrogés lors de la première vague en juillet, auquel a été

<sup>1</sup> Il est important de souligner que ces statistiques peuvent souffrir de biais car le test est loin d'être universel.

<sup>2</sup> <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-september-2020-briefing-no-141/>

ajouté un échantillon de remplacement pour compenser l'attrition.<sup>3</sup> La deuxième vague est composée de 1 460 ménages représentatifs de la population urbaine, dont 1 208 ménages déjà interrogés lors de la première vague et 252 ajoutés en tant que ménages de remplacement. La stratégie d'échantillonnage permet une désagrégation par statut de pauvreté<sup>4</sup> et par trois domaines d'enquête, à savoir Balbala (476 ménages), le reste Djibouti-ville (487 ménages) et les zones urbaines en dehors de Djibouti-ville (497 ménages) (voir l'encadré 1). Les résultats présentés dans ce rapport sont représentatifs de la population urbaine du pays, sauf pour le quintile supérieur de richesse (les 20 % les plus riches).<sup>5</sup>

**Le taux de réponse s'élève à 85,3 % au niveau national (Tableau 2.1). Certaines différences sont observées selon les domaines, les ménages des districts 1, 2 et 3 de Djibouti-ville étant plus susceptibles de répondre que ceux des autres milieux.** Ce taux de réponse est plus élevé que celui de la première vague (71,4 %). Le taux de re-contact réussi est de 84 %, tandis que le taux de réponse est de 92 % pour les ménages de remplacement. On constate également que l'attrition est aléatoire (voir l'encadré 2). Les personnes qui répondent à l'enquête connaissent l'expérience quotidienne des ménages (Tableau 2.2). Si la plupart d'entre eux sont le chef de famille ou leur conjoint, dans quelques cas ce sont leurs enfants adultes qui répondent à l'enquête. Environ 44,4 % des personnes interrogées sont des femmes. La plus grande partie des répondants est âgée de 35 à 49 ans (42,3 %), suivie par les moins de 35 ans (28,2 %). L'enquête couvre des sujets tels que l'activité économique et les moyens de subsistance des principaux soutiens économiques de la famille. Ces derniers sont plus souvent des hommes (71,1 %) et sont plus âgés, en moyenne, que les personnes interrogées.<sup>6</sup>

**Tableau 2.1 : Taux de réponse**

Domaine d'enquête	%	Freq.
Balbala	82,6	476
Reste de Djibouti-ville	87,1	497
Autres centres urbains	86,3	487
<b>Statut de remplacement</b>		
Ménages du panel	84,0	1 208
Ménages de remplacement	92,0	252
<b>Tous</b>	<b>85,3</b>	<b>1 460</b>

Source : Enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2ème vague.

**Tableau 2.2 : Proportion des répondants et des soutiens économiques par âge et sexe**

Âge	Répondants			Soutiens économiques		
	Masculin	Féminin	Tous	Masculin	Féminin	Tous
< 35	24,1	33,4	28,2	19,4	22,2	20,2
35-49	47,7	35,4	42,3	48,8	39,7	46,2
50-64	20,0	21,7	20,8	23,0	28,8	24,7
65 +	8,2	9,5	8,7	8,7	9,2	8,9

Source : Enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2ème vague.

<sup>3</sup> Pour plus de détails sur la stratégie d'échantillonnage, référez-vous au rapport de la première vague de l'enquête.

<sup>4</sup> Dans la base de données du registre social, la variable du statut de pauvreté est basée sur la consommation par habitant, qui est imputée pour chaque ménage par le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) sur la base de caractéristiques observables et en utilisant la formule de test indirect de revenu (Proxy Means test) avec l'enquête sur le budget des ménages de 2013.

<sup>5</sup> Limiter la source de données de référence aux quatre premiers quintiles est quelque peu arbitraire, mais ceci est motivé par des discussions avec des hauts fonctionnaires de l'INSD. L'indisponibilité de variables qui ne sont pas utilisées pour le calibrage mais qui sont communes aux deux ensembles de données nous empêche de faire une analyse de sensibilité autour du choix de ce seuil.

<sup>6</sup> L'unité d'observation diffère d'un thème à l'autre. Les sections sur l'accès, la sécurité alimentaire et la perception des ménages reflètent le comportement de l'ensemble du ménage. La section sur l'activité économique reflète la situation des soutiens de famille et, dans certains cas, d'autres membres actifs du ménage.

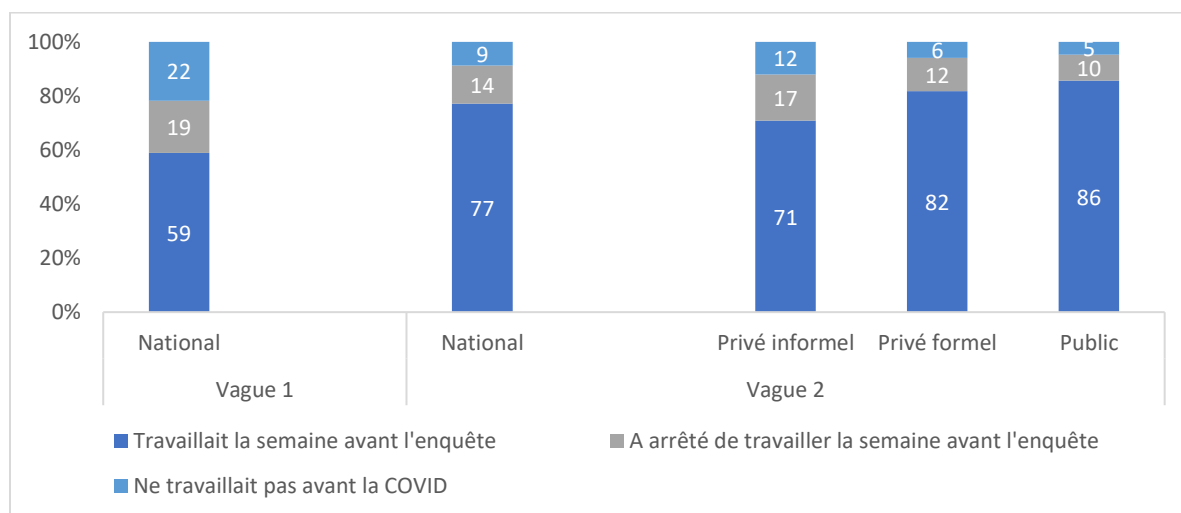
## ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET MOYENS DE SUBSISTANCE



**Depuis la mi-mai lorsque le confinement a pris fin, les activités économiques ont repris leur cours normal.** La deuxième vague de l'enquête téléphonique COVID montre que 77 % des soutiens économiques de famille ont travaillé la semaine précédant l'enquête (Graphique 3.1). Cela représente une augmentation substantielle par rapport aux 59 % constatés lors de la première vague en juillet. La proportion de soutiens économiques qui ont cessé de travailler est passée de 19 à 14 %. Néanmoins, 14 % des soutiens de famille travaillaient avant l'épidémie de mars, mais ne travaillaient toujours pas la semaine précédant la deuxième vague d'enquête.

**Les travailleurs du secteur informel sont moins susceptibles de travailler que ceux du secteur formel.**<sup>7</sup> Environ 71 % d'entre eux ont travaillé la semaine précédant l'enquête, contre 82 et 86 % respectivement dans le secteur privé formel et le secteur public. Bien que les perspectives économiques s'améliorent pour certains travailleurs, les travailleurs du secteur informel sont toujours confrontés à une probabilité plus élevée d'avoir cessé de travailler depuis mars ou d'être au chômage (29 % lors de la vague 2).

**Graphique 3.1 : Statut d'emploi des soutiens économiques par cycle d'enquête et par secteur d'activité (%)**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vagues.

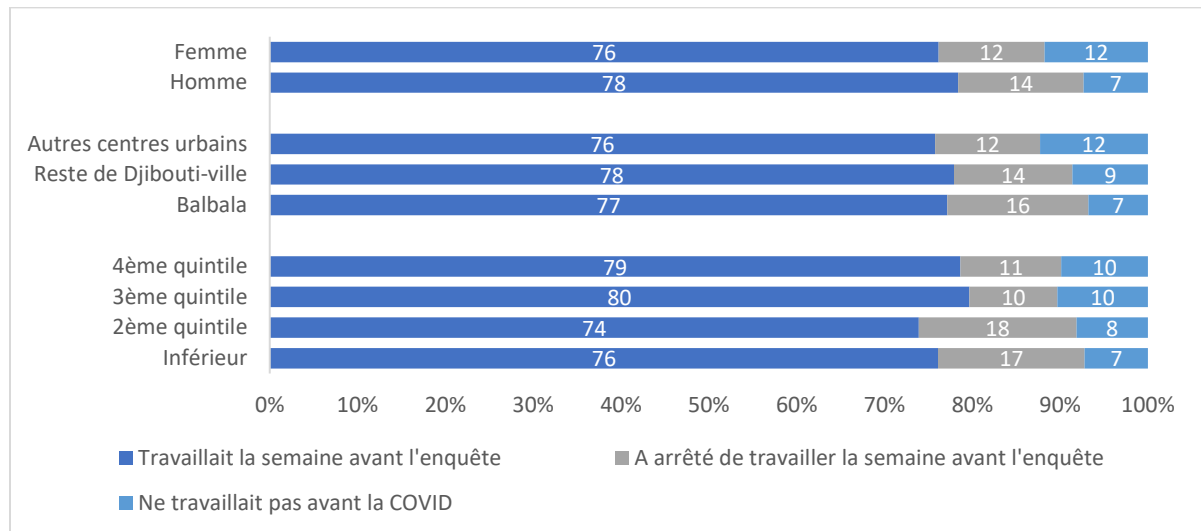
Note : Les soutiens économiques sont divisés en trois catégories : 1) ceux qui ont travaillé au cours de la semaine précédant l'enquête, 2) ceux qui travaillaient avant le COVID-19 mais qui ont arrêté de travailler au cours de la semaine précédant l'enquête, 3) ceux qui ne travaillaient ni avant le COVID-19 ni la semaine avant l'enquête.

**Selon les quintiles de richesse, certaines différences apparaissent dans le pourcentage des soutiens économiques de famille qui ont travaillé la semaine précédant l'enquête (Graphique 3.2).** Environ 76 % des soutiens de famille du quintile inférieur ont travaillé la semaine précédant l'enquête, contre 79 % du quatrième quintile. Ceci suggère une similitude entre les deux premiers quintiles comparé aux troisième et quatrième quintiles. Regrouper les soutiens de famille dans ces deux catégories permet de mettre en évidence une nette variation de richesse dans la capacité à travailler, les soutiens de famille des quintiles inférieurs étant légèrement moins susceptibles de travailler que ceux des quintiles supérieurs. Le pourcentage de soutiens de famille ayant travaillé au cours de la semaine précédant l'enquête, qui se situe autour de 77 %, est assez similaire dans les différentes zones géographiques (Balbala, reste de Djibouti-ville et autres centres urbains). Alors que 78 % des hommes soutiens de famille travaillaient la semaine précédant l'enquête, 76 % des femmes

<sup>7</sup> Le secteur informel est défini en combinant des informations sur le secteur d'activité économique (entreprises privées et ménages), le type de contrat (ceux qui n'ont aucune forme de contrat), si les travailleurs n'ont pas de fiche de paie, et si l'employeur n'a pas de numéro de registre du commerce et ne tient pas de comptabilité moderne.

soutiens de famille travaillaient. Mais l'arrêt de travail est plus fréquent chez les hommes que chez les femmes (respectivement 14 contre 12 %).

**Graphique 3.2 : Statut d'emploi des soutiens de famille par localisation et quintile de richesse (%)**

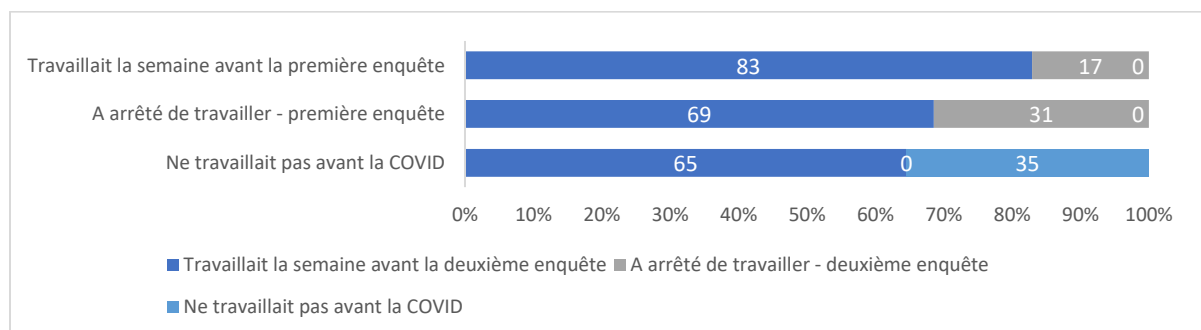


Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2<sup>ème</sup> vague.

Notes : Le quintile supérieur n'est pas couvert par l'enquête (veuillez-vous référer à l'Annexe pour plus de détails sur l'échantillonnage). Les soutiens économiques sont divisés en trois catégories : 1) ceux qui ont travaillé au cours de la semaine précédant l'enquête, 2) ceux qui travaillaient avant le COVID-19 mais qui ont arrêté de travailler au cours de la semaine précédant l'enquête, 3) ceux qui ne travaillaient ni avant le COVID-19 ni la semaine avant l'enquête.

**Entre les deux vagues, plusieurs transitions se sont produites dans le statut d'emploi des soutiens de famille (Graphique 3.3).** Alors que 83 % des soutiens de famille qui travaillaient la semaine précédant la vague 1 (en juillet) travaillaient encore la semaine précédant la vague 2 de l'enquête (en septembre/octobre), 17 % d'entre eux ont cessé de travailler. Cela montre une certaine insécurité de l'emploi qui vient soit des caractéristiques du marché du travail à Djibouti, soit des incertitudes liées à la pandémie. Environ 69 % des soutiens de famille qui avaient cessé de travailler lors de la première vague (mais qui travaillaient avant l'apparition de la COVID en mars) ont repris le travail, mais 31 % ne travaillaient toujours pas lors de la deuxième enquête. Parmi les soutiens de famille qui ne travaillaient pas avant le début de la pandémie ou lors de la première vague, 65 % ont pu travailler la semaine précédant la deuxième vague d'enquête, tandis que 35 % sont toujours au chômage.

**Graphique 3.3 : Transitions dans le statut d'emploi entre les vagues d'enquête (%)**

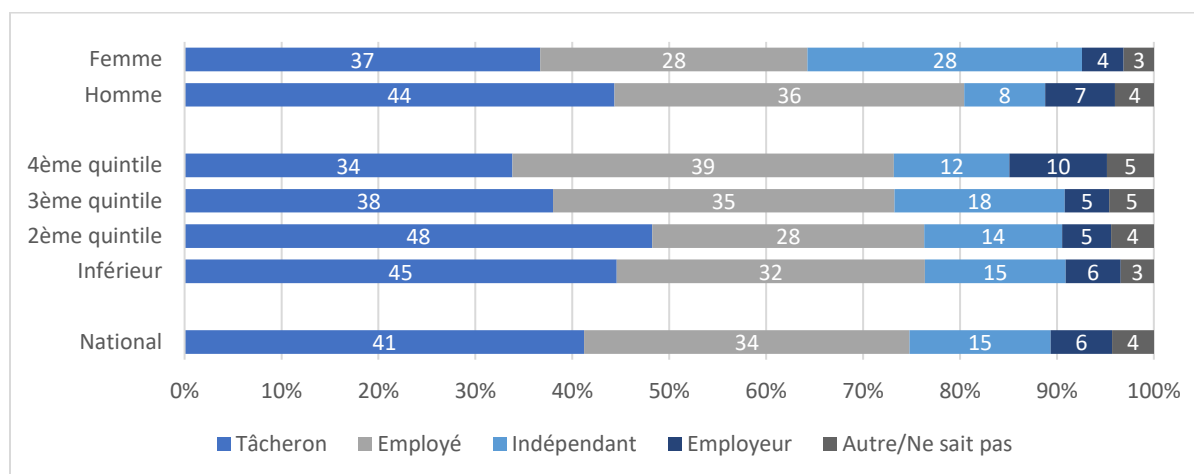


Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vagues.

**La répartition des catégories professionnelles varie selon le sexe et le quintile de richesse (Graphique 3.4).**

Les tâcherons (travailleurs journaliers) constituent la catégorie professionnelle la plus importante parmi les soutiens de famille qui travaillaient soit la semaine précédant l'enquête, soit avant la pandémie, leur part relative étant d'environ 41 % au niveau national. Ces travailleurs représentent 45 % du quintile inférieur et 48 % du deuxième quintile de richesse, tandis que leur part dans le quintile supérieur est de 34 %. La proportion de travailleurs qui sont des employés est plus faible parmi les travailleurs du quintile inférieur. Environ 39 % des travailleurs du quintile supérieur sont des employés. Les hommes sont plus souvent des tâcherons, des employés ou des employeurs que leurs homologues féminins. Respectivement 8 et 28 % des hommes et des femmes soutiens économiques sont des travailleurs indépendants. Les tâcherons et les travailleurs indépendants représentent un groupe vulnérable dont la subsistance dépend de leur capacité à travailler.

**Graphique 3.4 : Catégorie professionnelle des soutiens de famille qui exerçaient un travail la semaine précédant l'enquête ou avant la pandémie (%)**



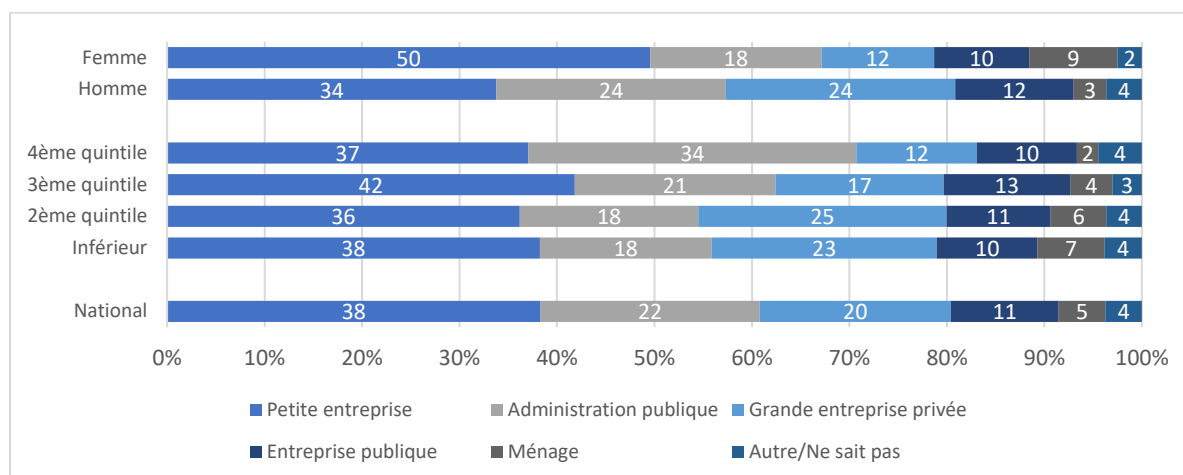
Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2<sup>ème</sup> vague.

Note : Le quintile supérieur n'est pas couvert par l'enquête (veuillez-vous référer à l'Annexe pour plus de détails sur l'échantillonnage).

**Environ 38 % des soutiens économiques de famille travaillent pour de petites entreprises ou les exploitent, tandis que 22 et 20 % exercent leur activité professionnelle dans l'administration publique ou dans de grandes entreprises privées, respectivement (Graphique 3.5).** La part relative des différents secteurs d'emploi varie selon le quintile de richesse. Il existe un fort gradient dans la part des travailleurs de l'administration publique entre les quintiles. Respectivement, 18 et 34 % des soutiens économiques des quintiles inférieurs et du quatrième quintile travaillent pour l'administration publique, dans un contexte où ce secteur d'emploi est très prisé. La moitié des femmes soutiens de famille sont actives dans de petites entreprises, contre 34 % de leurs homologues masculins. Les catégories professionnelles se recoupent avec le secteur de façon à mettre en évidence la vulnérabilité de nombreux travailleurs.

**Il semble que l'intensité des activités économiques revient à la normale (Graphique 3.6).** Au niveau national, la part des soutiens économiques qui travaillaient *comme d'habitude* s'élevait à 73 % en septembre/octobre (deuxième vague), contre 54 % en juillet (première vague). Dans le même temps, le pourcentage de soutiens de famille qui travaillaient moins que d'habitude est passé de 42 à 25 %. Les pauvres et les non-pauvres ont tendance à connaître un taux de rétablissement similaire entre les deux vagues de l'enquête.

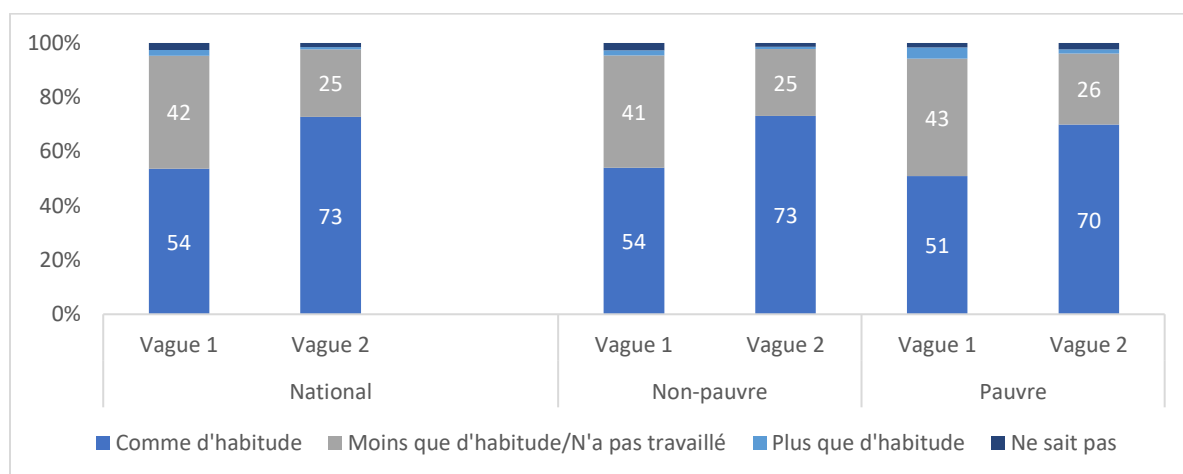
**Graphique 3.5 : Secteur d'emploi des soutiens de famille qui exerçaient un travail la semaine précédant l'enquête ou avant la pandémie (%)**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2<sup>ème</sup> vague.

Notes : Le quintile supérieur n'est pas couvert par l'enquête (veuillez-vous référer à l'Annexe pour plus de détails sur l'échantillonnage). Une petite entreprise est une entreprise individuelle ou une coopérative ; les entreprises publiques sont des entreprises d'État.

**Graphique 3.6 : Charge de travail des soutiens de famille qui travaillaient la semaine avant l'enquête (%)**



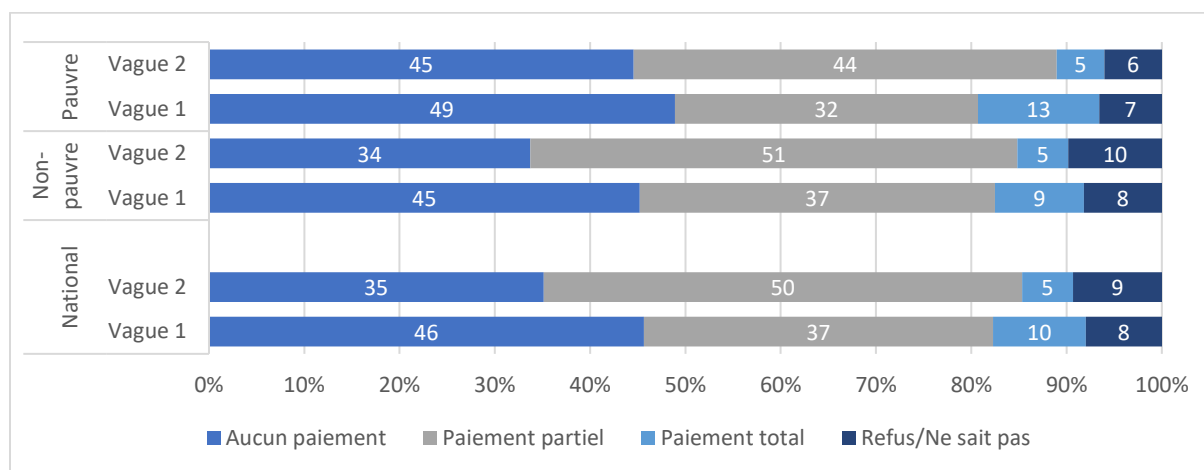
Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vagues.

**La réduction de l'activité professionnelle est associée à une diminution des revenus du travail, et par rapport à la première vague, plus de travailleurs ont reçu un salaire partiel (Graphique 3.7).** En effet, parmi les soutiens de famille qui ont moins travaillé, 50 % ont reçu un salaire partiel et 5 % un salaire complet, tandis que 35 % n'ont reçu aucun salaire. Par rapport à la première vague, ces parts ont nettement changé. Par exemple, le pourcentage des soutiens de famille qui ne reçoivent aucun salaire a diminué de 9 points de pourcentage, tandis que la part de ceux qui reçoivent un salaire partiel a augmenté de 13 points de pourcentage. Il est important de noter que la part des soutiens de famille ayant reçu leur salaire complet a diminué entre juillet et septembre/octobre. Cela pourrait bien suggérer une certaine érosion de la résistance des employeurs. Des changements similaires sont observés lorsque l'analyse est désagrégée par statut de pauvreté. Il s'avère que



les non-pauvres ont tendance à connaître une amélioration plus rapide que les pauvres. Lors de la deuxième vague, les pauvres étaient beaucoup plus susceptibles de ne pas être payés (45 %) que les non-pauvres (34 %).

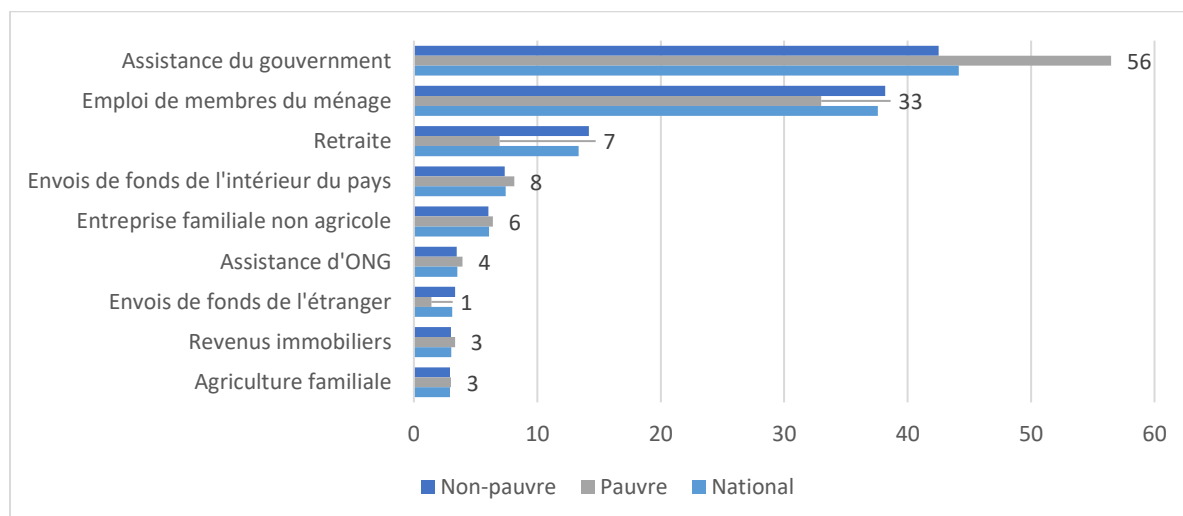
**Graphique 3.7 : Évolution du revenu du travail chez les soutiens de famille qui ont moins travaillé (%)**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vagues.

**L'aide publique contribue au revenu de nombreux ménages (Graphique 3.8).** Pour 44 % d'entre eux, une partie ou la totalité des revenus provient de l'aide publique. Pour 56 et 43 % des ménages pauvres et non pauvres respectivement, l'aide du gouvernement était déclarée comme étant un des moyens de subsistance. Le salaire est la deuxième source de revenu la plus courante, fournissant des moyens de subsistance à 38 % des ménages. Il n'est pas surprenant que les pauvres soient moins susceptibles que les non-pauvres de déclarer un salaire comme source de revenu. Les pensions sont une source de revenus pour 13 % des ménages, alors que les envois de fonds, tant nationaux qu'internationaux, fournissent des moyens de subsistance à environ 10 % des ménages.

**Graphique 3.8 : Sources de revenu**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2<sup>ème</sup> vague.

Note: Le pourcentage cumulé peut dépasser 100 % car les ménages peuvent recevoir des revenus venant de plusieurs sources.

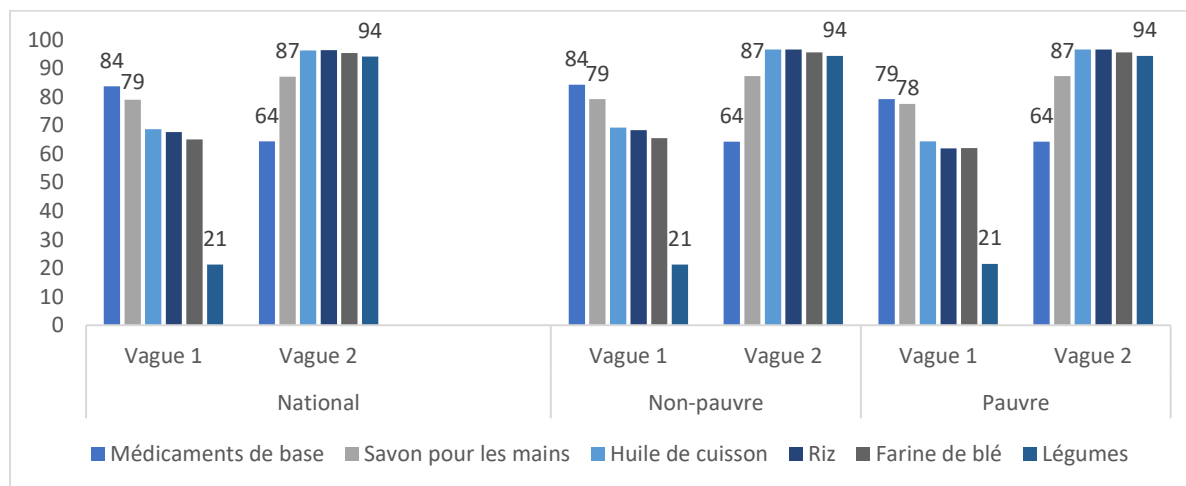
ACCÈS AUX  
BIENS DE BASE



**En septembre/octobre, les biens de base étaient disponibles pour la plupart des ménages (Graphique 4.1).**

La proportion de ménages qui ont pu se procurer les principaux produits alimentaires de base tels que l'huile de cuisson, le riz, la farine de blé et les légumes dépasse 90 %. Mais des proportions relativement élevées de ménages, respectivement 36 et 13 %, ont déclaré n'avoir pas eu accès aux médicaments de base et au savon pour les mains. La majorité d'entre eux ont cité comme raison l'augmentation des prix et le fait qu'ils n'aient pas les moyens de se procurer ces produits. La disponibilité des produits de base est relativement similaire quel que soit le niveau de pauvreté des ménages. L'accès de presque tous les produits de base s'est amélioré depuis juillet et la différence d'accès entre les non-pauvres et les pauvres observée lors de la première vague a disparu. Néanmoins, la disponibilité des médicaments de base a baissé, ce qui peut être une source de préoccupation.

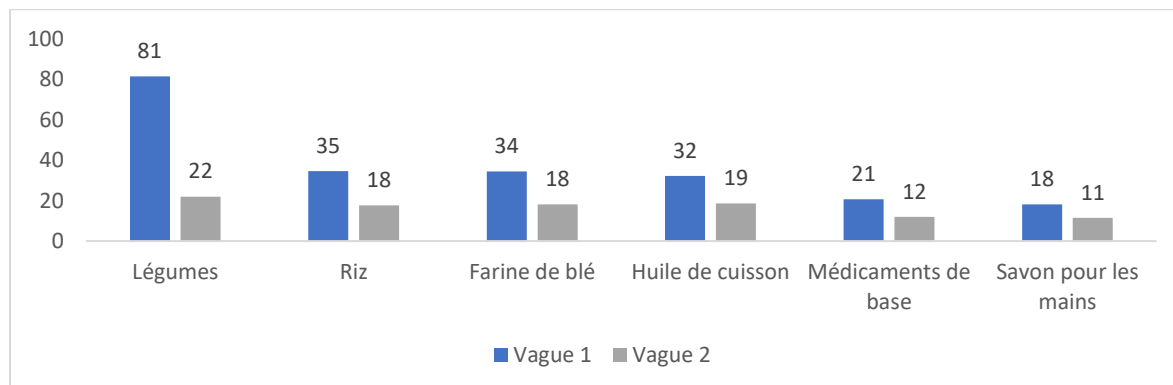
**Graphique 4.1 : Disponibilité de certains biens, par statut de pauvreté et vague d'enquête (%)**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vagues.

**Moins de ménages ont connu une augmentation des prix des produits de base en septembre/octobre qu'en juillet lorsque l'enquête a été réalisée pour la première fois (Graphique 4.2).** Alors que respectivement 81 et 18 % des ménages ont signalé une hausse des prix des légumes et des savons à main lors de la première vague, seuls 22 et 11 % des ménages ont exprimé la même préoccupation lors de la deuxième vague d'enquête. Il n'y a pas de différences notables selon le statut de pauvreté en ce qui concerne la hausse des prix des produits (non indiquée dans le graphique).

**Graphique 4.2 : Proportion de ménages qui ont reporté une augmentation des prix (%)**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vagues.

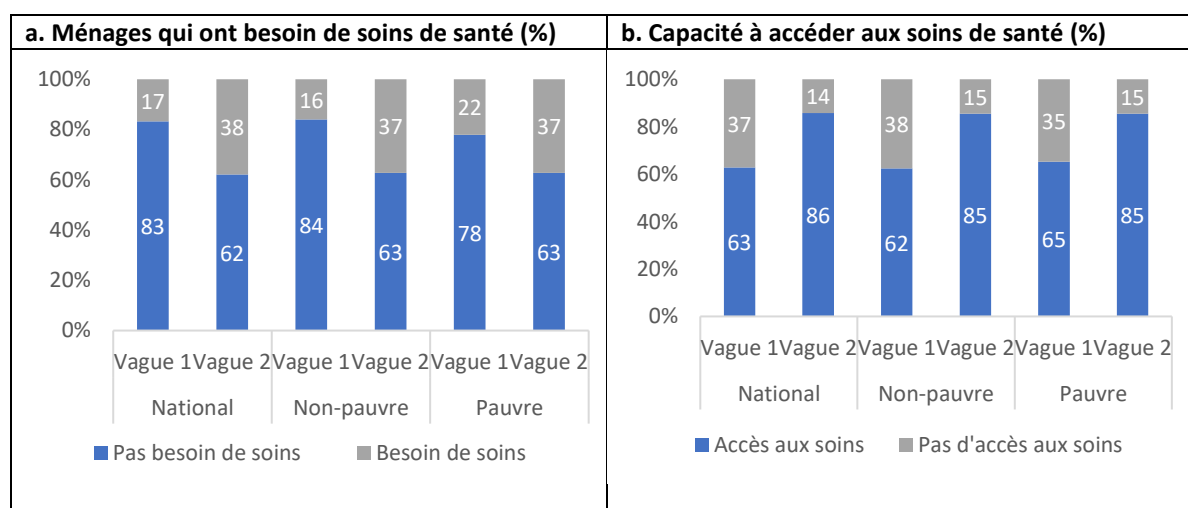
## ACCÈS AUX SERVICES



En septembre/octobre (vague 2), 38 % des ménages interrogés avaient besoin de soins de santé, tandis qu'un pourcentage beaucoup plus faible en a exprimé le besoin en juillet (Graphique 5.2). Le pourcentage de ménages déclarant avoir besoin de soins de santé ne varie pas en fonction du statut de pauvreté en vague 2, contrairement aux différences entre les non-pauvres et les pauvres observées en vague 1. Les services en charge des maladies chroniques (15 %), des urgences (15 %) et de la vaccination (14 %) sont parmi ceux qui sont les plus demandés. La plupart des ménages ont pu accéder aux soins de santé lorsqu'ils en avaient besoin. Parmi les ménages qui avaient besoin de soins de santé, 14 % n'ont pas pu y accéder. Cette proportion est la même entre les pauvres et les non-pauvres. Un pourcentage plus élevé de ménages a pu accéder aux soins de santé en cas de besoin (86 %) lors de la deuxième vague par rapport à juillet (63 %).

En ce qui concerne l'accès à l'éducation, la majorité des enfants ont pu retourner à l'école en septembre. Parmi les rares qui n'ont pas été scolarisés, la plupart ont cité comme raison principale le fait que les écoles n'étaient pas préparées à recevoir des élèves.

Graphique 5.1 : Accès aux soins de santé



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vagues.

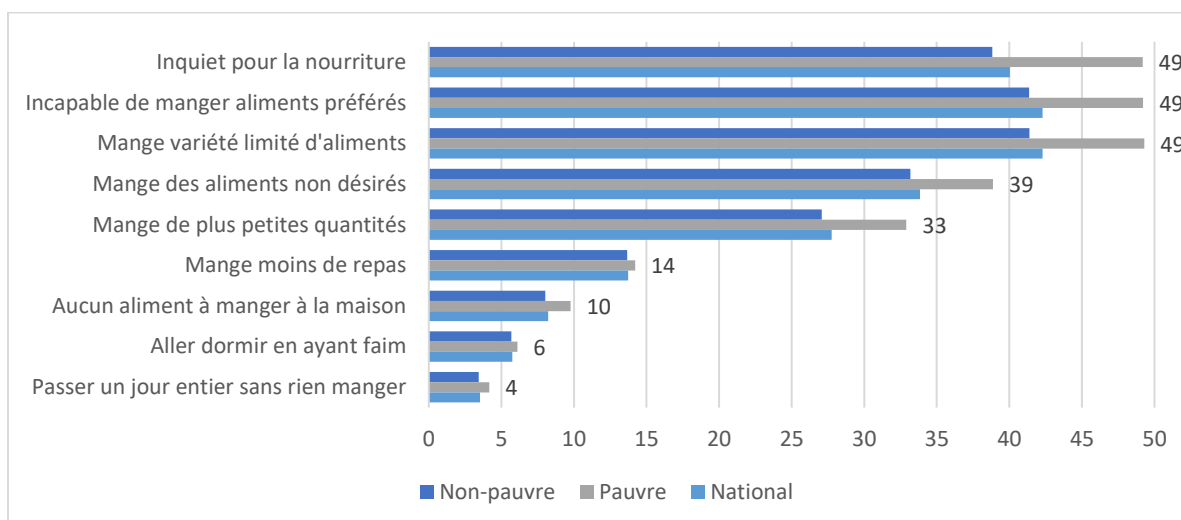
## INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



En cette période de pandémie de la COVID-19, les ménages sont confrontés à des défis importants concernant l'accès à la nourriture, un élément clé de l'insécurité alimentaire. La deuxième vague de l'enquête téléphonique COVID-19 couvre l'insécurité alimentaire, en utilisant l'ensemble des questions conçues pour former l'échelle d'accès à l'insécurité alimentaire des ménages (Household Food Insecurity Access Scale, HFIAS).<sup>8</sup> Cet indicateur s'appuie sur un ensemble de questions qui explorent trois domaines de l'insécurité alimentaire : les préoccupations relatives à la nourriture, les compromis sur la qualité des aliments et les compromis sur la quantité des aliments. L'analyse des réponses données à chaque question du HFIAS séparément, révèle que 40 % des ménages s'inquiètent de ne pas avoir assez de nourriture en raison d'un manque de ressources économiques (Graphique 6.1). De nombreux ménages ont tendance à faire des compromis sur la qualité de la nourriture, puisque 42 % d'entre eux ne peuvent manger leurs aliments préférés et mangent de petites quantités. Certains ménages font également état d'une insécurité alimentaire modérée et grave. Respectivement 28 et 14 % des ménages réduisent la taille de leurs repas ou sautent des repas. Cependant, très peu de ménages se sont endormis le ventre vide (6 %) ou ont passé une journée entière sans manger (4 %). Les pauvres ont tendance à subir plus d'insécurité alimentaire que les non-pauvres.

<sup>8</sup> Source: [https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/HFIAS\\_ENG\\_v3\\_Aug07.pdf](https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/HFIAS_ENG_v3_Aug07.pdf).

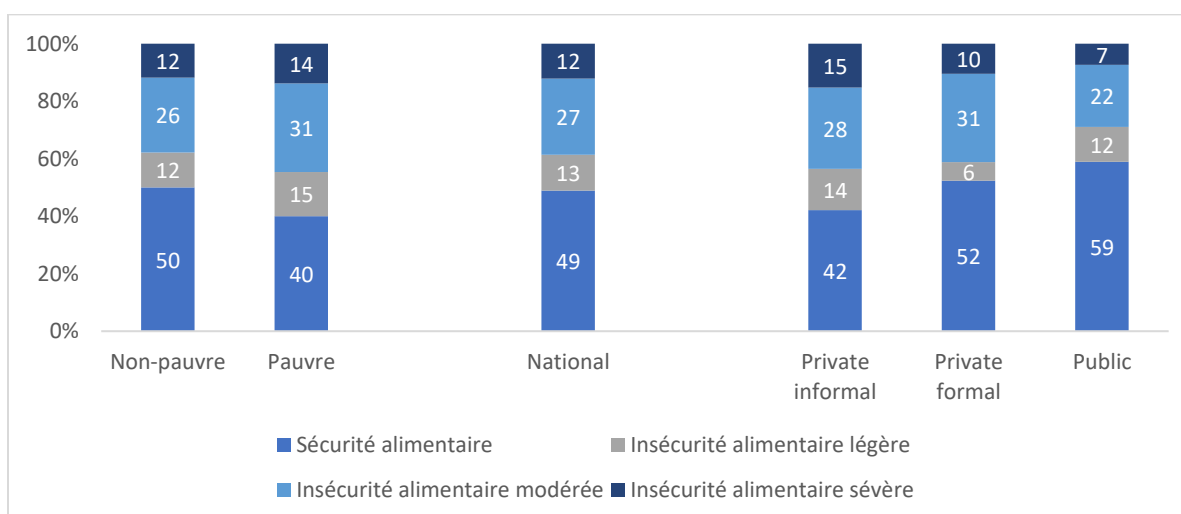
**Graphique 6.1 : Proportion de ménages par type d'insécurité alimentaire**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2<sup>ème</sup> vague.

**Les différents éléments sont agrégés pour produire une échelle basée sur l'expérience puisque les réponses aux questions individuelles ne suffisent pas à elles seules pour la classification.** Lorsque l'on utilise le HFIAS comme échelle de mesure, les trois domaines sont interprétés comme contribuant à une seule et même échelle de gravité croissante. Le score total obtenu en attribuant des points différents à chacune des questions en fonction de la fréquence d'occurrence déclarée, permet de classer les ménages en trois catégories : « sécurité alimentaire (ou seulement légère insécurité alimentaire) », « insécurité alimentaire modérée » et « insécurité alimentaire grave ».

**Graphique 6.2 : Distribution des ménages selon la sévérité de l'insécurité alimentaire selon le statut de pauvreté et le secteur d'activité (%)**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2<sup>ème</sup> vague.

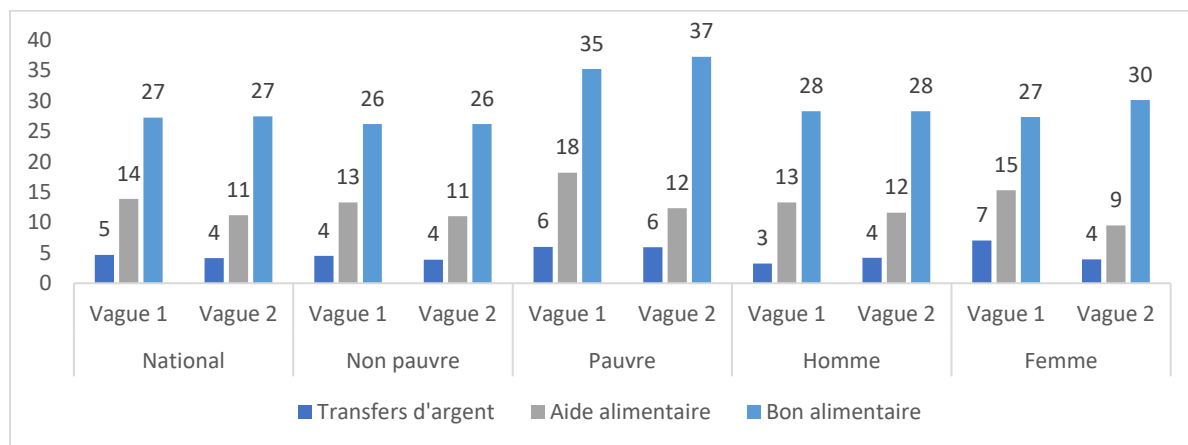
L'échelle d'accès à l'insécurité alimentaire des ménages indique que 12 % des ménages sont en insécurité alimentaire grave, tandis que 27 % sont en insécurité modérée (Graphique 6.2). Comme la deuxième vague d'enquête a été réalisée vers la fin de la saison chaude, le niveau d'insécurité alimentaire pourrait bien être inférieur à celui de la première vague faite en pleine période chaude et sèche. Les ménages pauvres sont plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire que leurs homologues non pauvres. Les différences de genre (du principal soutien) semblent être pour la plupart négligeables (non illustrées dans le graphique). Les ménages dont le soutien de famille travaille dans le secteur formel (privé formel et public) ont tendance à être plus sûrs sur le plan alimentaire que leurs homologues du secteur informel.

## FILETS DE SÉCURITÉ



La protection sociale, incluant les transferts d'argent, l'aide alimentaire et les bons d'alimentation, représente un soutien potentiellement important pour les ménages (Graphique 7.1). Respectivement 4 et 11 % des ménages ont reçu des transferts d'argent liquide et une aide alimentaire, ce qui représente une légère baisse par rapport aux 5 et 14 % enregistrés en juillet. Le pourcentage de ceux qui ont bénéficié de bons d'alimentation est resté inchangé entre les deux vagues, s'élevant à 27 %. En ce qui concerne la réception de l'aide publique, il y a de faibles différences entre les hommes et les femmes soutiens de famille et entre les non-pauvres et les pauvres. L'aide aux ménages est principalement fournie par le gouvernement, les ONG et les réseaux familiaux. Ainsi, il semble que le gouvernement continue à soutenir les ménages par le biais de diverses mesures.

Graphique 7.1 : Proportion de ménages qui ont reçu de l'aide



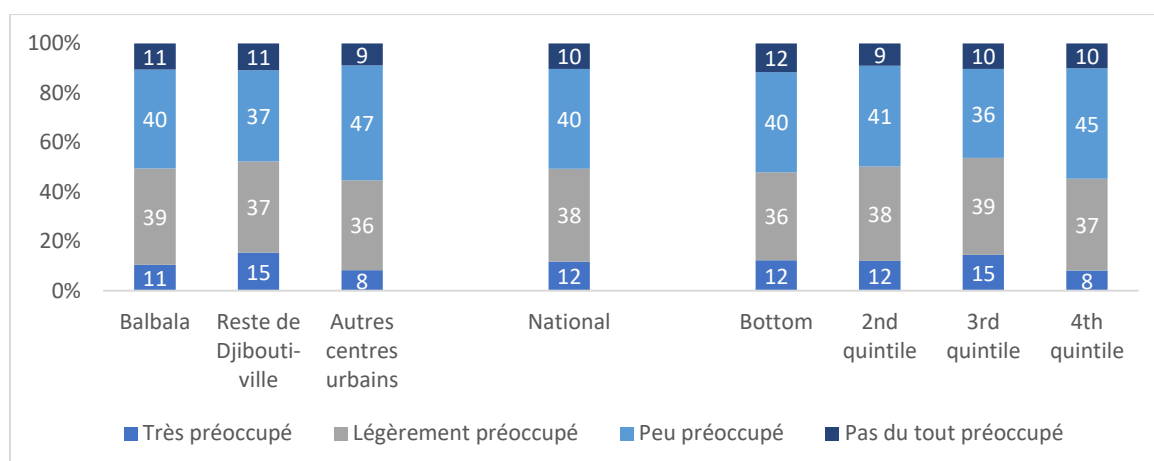
Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vagues.

## BIEN-ÊTRE SUBJECTIF



Environ la moitié des ménages s'inquiètent plus ou moins de l'impact de la pandémie COVID-19 sur leur bien-être : 12 % sont très préoccupés par cet impact et 38% le sont légèrement (Graphique 8.1). L'enquête a demandé aux répondants s'ils s'inquiétaient des effets de la COVID sur les ménages. Il s'avère que peu de ménages ont exprimé de sérieuses inquiétudes (12 %), tandis que plus d'un tiers ont exprimé de légères préoccupations. La plupart des ménages sont légèrement préoccupés ou peu préoccupés. Il existe de légères variations selon le quintile ou les domaines.

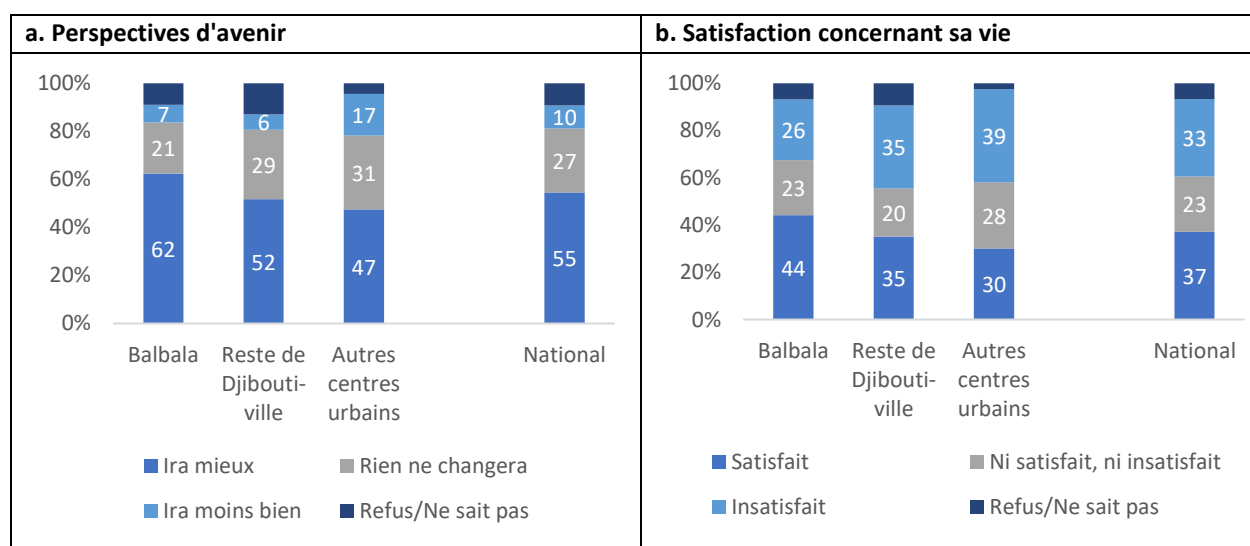
**Graphique 8.1 : Préoccupations concernant les impacts de la COVID-19 sur sa famille**



Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête téléphonique COVID-19 à Djibouti, 2<sup>ème</sup> vague.

**Au niveau national (urbain), 55 % des ménages sont optimistes quant à leur avenir, tandis que 10 % s'attendent à ce que leur avenir se détériore (Graphique 8.2).** Relativement moins de ménages du quintile inférieur (52 %) que de ceux du quatrième quintile (58 %) sont optimistes quant à l'avenir. L'optimisme est plus élevé parmi les ménages de Balbala que dans toute autre région. Les répondants sont également interrogés sur leur satisfaction dans leur vie actuelle. Parmi les ménages urbains de Djibouti, 37 % sont satisfaits de leur vie actuelle, et 33 % sont insatisfaits. Les ménages de Balbala sont plus susceptibles d'être satisfaits de leur vie (44 %) que ceux du reste de Djibouti-ville (35 %) ou des autres zones urbaines (30 %).

**Graphique 8.2 : Perspectives d'avenir et satisfaction concernant sa vie**



Source: Authors' calculation based on Djibouti COVID-19 phone survey, 2<sup>nd</sup> wave.

## CONCLUSION



**En réponse à la COVID-19, le gouvernement a mis en place un ensemble de mesures pour limiter les effets sur la santé de la population tout en essayant de limiter l'impact de ces mesures sur l'économie.** Ces mesures ont touché l'économie et en particulier certains secteurs économiques, affectant ainsi le bien-être des ménages djiboutiens. Cette enquête téléphonique réalisée entre septembre et octobre 2020 vise à suivre les impacts socio-économiques de la COVID-19 et des mesures d'endiguement du gouvernement sur les ménages djiboutiens, par le biais de différents canaux tels que la perte d'emploi, la disponibilité et l'évolution des prix des biens de première nécessité et la capacité à accéder aux soins de santé.

**Depuis le fin confinement, on observe des signes de reprise économique puisque les activités économiques reprennent leur cours normal.** Environ 77 % des soutiens économiques de famille travaillaient la semaine précédant l'enquête. Cela représente une augmentation substantielle par rapport aux 59 % constatés lors de la première vague en juillet. Entre juillet et octobre, plusieurs transitions sont intervenues dans la situation professionnelle des soutiens de famille. Notamment, 17 % des personnes travaillant en juillet ont cessé de travailler lors de la deuxième vague, ce qui indique une certaine insécurité de l'emploi. Les soutiens de famille qui travaillent moins que d'habitude sont toujours confrontés à une baisse de leurs revenus, car 50 % d'entre eux ne reçoivent qu'un salaire partiel. Mais les produits de base sont plus accessibles à des prix raisonnables pour la plupart des ménages.

**Bien que l'économie montre des signes de reprise, les résultats en matière d'emploi des pauvres s'améliorent de façon beaucoup plus lente que ceux des non-pauvres.** Une nette amélioration est observée pour les non pauvres qui ont moins travaillé, puisque la part de ceux n'ayant touché aucun salaire est passée de 45 % pendant la première vague d'enquête à 34 % lors de la deuxième vague. Néanmoins, la situation ne s'est pas améliorée pour les pauvres, puisque respectivement 49 et 45 % d'entre eux étaient sans salaire lors des première et deuxième vagues. Les retombées du confinement se font encore sentir chez les ménages dont le soutien de famille travaille dans le secteur informel.

**L'insécurité alimentaire fait maintenant partie de la vie quotidienne de nombreux ménages.** Environ 40 % des ménages ont exprimé leur inquiétude de ne pas avoir assez de nourriture en raison d'un manque de ressources, et 28 % des ménages réduisent la taille de leurs repas. L'échelle d'insécurité alimentaire des ménages (HFIAS) indique que respectivement 12 et 27 % des ménages sont en insécurité alimentaire grave et modérée.

**L'aide gouvernementale a joué un rôle en aidant les ménages à faire face aux retombées de la pandémie.** Mais il reste important que des réponses politiques adéquates soient mises en place pour soutenir l'expansion du marché du travail afin d'améliorer le bien-être des ménages pauvres. Les signes positifs actuels d'une reprise économique donnent une tonalité plus optimiste aux perspectives des ménages djiboutiens à moyen terme, ce qui se reflète dans leur perception de l'avenir.

### Encadré 1. Stratégie d'échantillonnage de la deuxième vague

La stratégie d'échantillonnage de la première vague de l'enquête COVID-19 vise à fournir des estimations ponctuelles des indicateurs clés avec une précision suffisante pour les trois domaines suivants : (1) Balbala, (2) reste de Djibouti-ville et (3) autres centres urbains. Les données du registre social national, limitées aux ménages urbains ayant au moins un numéro de téléphone et interrogés après le 1er juillet 2017 (pour augmenter les taux de réponse), servent de base de sondage pour cette enquête. Le registre social est une base de données officielle des ménages de Djibouti qui peuvent bénéficier de transferts publics et être des cibles particulières des efforts de lutte contre la pauvreté. Ces données sont collectées depuis 2014 et concernent environ 70 000 ménages, la majorité du travail de terrain étant effectué à partir de 2017. Bien que cette base de données surreprésente les pauvres, elle fournit une base d'échantillonnage actualisée. Le registre social recueille une multitude de caractéristiques socio-économiques des ménages ainsi que les numéros de téléphone professionnels des chefs de ménage ou de leurs conjoints. L'utilisation d'informations biométriques pour enregistrer les données au niveau des ménages annule la possibilité d'avoir des entrées en double.

L'échantillon de cette vague de collecte de données est composé de 1 437 ménages du panel de la vague précédente et de 274 ménages tirés au hasard de la base de sondage stratifiée par domaine d'enquête et statut de pauvreté.<sup>9</sup> Le tableau A1 présente la répartition de l'échantillon par domaine d'enquête.

**Tableau A1 : Répartition de l'échantillon par domaine d'enquête**

Domaine d'enquête	Part de population urbaine (enquête de budget des ménages - EDAM, 2017)	Taille de l'échantillon		
		Panel (# ménages)	Remplacement (# ménages)	Total (# ménages)
Balbala	54,1%	470	106	576
Reste de Djibouti-ville	35,5%	490	86	576
Autres zones urbaines	10,4%	477	82	559
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>1 437</b>	<b>274</b>	<b>1 711</b>

**Les poids transversaux et les poids de panel sont conçus pour tenir compte des différences de probabilité de sélection dues au plan de sondage ou aux non-réponses.** En outre, d'autres ajustements dans les pondérations d'échantillonnage ont été effectués pour garantir que les indicateurs produits sont représentatifs de la population du pays par statut de pauvreté et par domaine. La base de sondage, le registre social du Ministère des Affaires Sociales, surreprésente les pauvres et ne couvre pas complètement la répartition supérieure des revenus. Pour corriger ces biais, nous nous appuyons sur une approche de post-calibrage, en utilisant l'enquête sur le budget des ménages de 2017 (EDAM 2017) comme source de données de référence. En effet, l'enquête EDAM 2017 était représentative de la population du pays selon le statut de pauvreté et les domaines d'enquête. Toutefois, l'enquête EDAM 2017 est limitée aux quatre premiers quintiles de consommation afin d'assurer un chevauchement suffisant des univers couverts par les deux enquêtes.

<sup>9</sup> Voir le rapport d'enquête sur l'échantillon de la première vague pour une description complète de la stratégie d'échantillonnage.



## Encadré 2 : Attrition entre les vagues 1 et 2

La régression d'une variable qui indique si le ménage a abandonné l'enquête en fonction des caractéristiques des ménages montre qu'il n'y a pas de corrélation statistiquement significative entre l'attrition et les caractéristiques observables.

**Tableau A2 : Ratios logarithmiques de régression d'un indicateur d'attrition sur les caractéristiques des ménages**

Caractéristiques	1(attrition)						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
[Base=Balbala]							
Autres centres urbains	-0,131 [0,227]	-0,136 [0,228]	-0,156 [0,229]	-0,154 [0,230]	-0,151 [0,230]	-0,153 [0,230]	-0,150 [0,230]
Reste de Djibouti-ville	0,013 [0,224]	0,012 [0,225]	0,002 [0,224]	0,005 [0,226]	0,017 [0,227]	0,021 [0,227]	0,019 [0,227]
Remplacement (Oui=1)		-0,031 [0,026]	-0,031 [0,027]	-0,031 [0,027]	-0,031 [0,027]	-0,030 [0,027]	-0,029 [0,027]
Log de la taille du ménage			-0,099 [0,146]	-0,103 [0,149]	-0,096 [0,150]	-0,117 [0,161]	-0,125 [0,161]
Genre du chef de ménage (Homme=1)				-0,025 [0,199]	-0,007 [0,201]	-0,006 [0,201]	-0,009 [0,201]
Âge du chef de ménage					-0,003 [0,007]	-0,003 [0,007]	-0,003 [0,007]
Statut de pauvreté (Pauvre=1)						0,141 [0,174]	0,142 [0,174]
[Base=Travaillait la semaine avant l'enquête]							
Travaillait la semaine avant l'enquête (Non)							-0,122 [0,196]
Travaillait la semaine avant l'enquête (Ne sait pas)							0,145 [0,647]
Constante	1,480*** [0,154]	1,374*** [0,177]	-1,210*** [0,297]	1,174*** [0,423]	-1,046** [0,494]	-1,039** [0,494]	0,984** [0,499]
Observations	1486	1486	1486	1486	1486	1486	1486

Écart-types robustes entre crochets.

\*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1